

Autonomie et savoirs psychiques.

(A) Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, 2010 (B) Pierre-Henri Castel, *L'esprit malade*. Cerveau, folies, individus, 2009

Par Stéphanie Pache



Les travaux sociologiques d'Ehrenberg sur le rôle de

la psychiatisation de la souffrance et des discours qui l'accompagnent et ceux du psychiatre psychanalyste Castel semblent a priori appartenir au même champ de recherche, celui de l'histoire des savoirs et des pratiques autour de la psyché. Mais bien que les deux auteurs soient membres du même centre de recherches et contrairement à ce qu'une lecture trop rapide des quatrièmes de couverture des deux ouvrages pourrait laisser croire, *La société du malaise* et *L'esprit malade* représentent des démarches fort différentes. C'est pourquoi j'aborderai les ouvrages séparément dans un premier temps, et discuterai ensuite de quelques questions qu'ils suscitent.

Pour une sociologie des individus.

Notre société serait devenue trop individualiste. Les « vraies » valeurs se perdraient et nous assisterions à l'affaiblissement généralisé des liens sociaux. C'est à ce mythe que s'attaque Alain Ehrenberg dans *La société du malaise*, en étayant sa critique par une analyse comparée de ces discours catastrophistes aux États-Unis et en France. Les ambitions de son travail sont multiples. Il s'agit d'une part d'engager une discussion théorique autour de l'utilisation des concepts d'individu et de société dans les recherches sociologiques. D'autre part, la démarche permet de contextualiser le concept d'autonomie et les valeurs qui lui sont attribuées. Le livre vise deux objectifs : « clarifier le fait que les relations sociales se donnent désormais dans un langage de

l'affect qui distribue entre le mal de la souffrance psychique et le bien de l'épanouissement personnel ou de la santé mentale » et « montrer [...] que nous en savons bien plus que nous croyons concernant la relation entre les deux catégories du " psychologique " et du " social " » (Ehrenberg 2010, p. 12).

Pour Ehrenberg, les souffrances dites psychosociales sont rassemblées sous le terme « malaise » par des discours critiquant la société contemporaine comme moins sociale, plus « individualiste ». L'auteur propose de prendre en compte cette peur comme un « trait » de nos sociétés, mais de la dépasser dans une démarche de sociologie *de* l'individualisme. Pour lui, ces critiques sont précisément individualistes. Il différencie un travail sur les individus, c'est-à-dire une « sociologie des individus », d'une « sociologie individualiste » qui ne parvient à concevoir l'individu que dans un antagonisme qui l'oppose à la société. Et il rappelle que le personnel n'est pas le psychologique, ni le privé et que « ce n'est pas parce que la vie humaine apparaît plus personnelle aujourd'hui qu'elle est moins sociale, moins politique ou moins institutionnelle. Elle l'est autrement » (Ehrenberg 2010, p. 15). Il critique ainsi la confusion qui règne selon lui dans les sciences sociales sur les règles gouvernant dans toute société la part de l'impersonnel et du personnel : « Il n'y a du personnel et du subjectif que parce qu'il y a d'abord un monde de significations impersonnelles cohérentes sans lesquelles la subjectivité serait tout simplement inarticulable » (Ehrenberg 2010, pp. 15-16). La première hypothèse de l'auteur est ainsi que ce à quoi nous assistons n'est donc pas la croissance d'un pôle « individu » *versus* un pôle « société » mais des transformations dans les règles *sociales* et l'esprit des institutions avec l'apparition de nouveaux idéaux de l'action, qui donnent une valeur nouvelle à l'autonomie.

La seconde hypothèse avancée par Ehrenberg est qu'il est nécessaire de dépasser l'idée selon laquelle la société engendre des souffrances. Le fait que les normes et les valeurs produisent des pathologies n'est pas nouveau. Ce qui aurait changé en revanche, c'est le statut de la souffrance : de raison de se soigner, elle serait devenue raison d'agir, avec pour conséquence que la santé mentale ne relèverait pas que de la santé publique — car on ne peut la couper de la vie sociale et d'une « attitude » sociale — mais d'un état d'esprit également. Pour soutenir sa thèse alternative, l'auteur se réfère à Marcel Mauss et à son article « L'expression obligatoire des sentiments » :

Il faut les dire, mais s'il faut les dire c'est parce que tout le monde les comprend. On fait donc plus que manifester ses sentiments, on les manifeste aux autres, puisqu'il faut les leur manifester. On se les manifeste à soi en les exprimant aux autres et pour le compte des autres (Mauss 1921, 1969, pp. 277-278)

La santé mentale serait devenue le langage contemporain dans une société organisée en référence à la valeur d'autonomie. Ehrenberg avance qu'« au changements des rapports entre l'agent et l'action qu'est l'autonomie, correspond un changement des rapports entre le patient et la passion qu'est le nouveau statut de la souffrance psychique » (Ehrenberg 2010, p. 17). Sa thèse fait de la santé mentale un moyen communicationnel rendant possible de parler et d'agir sur les questions posées par l'autonomie. La santé mentale appartiendrait ainsi à la vie collective et contribuerait à la cohésion sociale en donnant sens à ce qui arrive. Ehrenberg soutient que cette situation est permise par la nature de la pathologie mentale. En effet, ses manifestations affectent la subjectivité, la personnalité, l'intériorité : « c'est-à-dire ce que les sociétés démocratiques posent comme essence de l'humain. C'est donc la vie de relation qui est concernée par ces pathologies » (Ehrenberg 2010, p. 18).

Narcisse, figure nécessaire de la démocratie ?

À l'appui de ces hypothèses, Ehrenberg mobilise les discussions psychanalytiques sur les « nouvelles » pathologies qualifiées de narcissiques. Celles-ci symbolisent selon l'auteur une nouvelle subjectivité, et une nouvelle personnalité, toutes deux liées à la nouvelle valeur phare : l'autonomie. Ehrenberg montre comment des sociologues, notamment Sennett et Lasch, utilisent ces notions psychanalytiques pour élaborer une sociologie qui va devenir le modèle pour parler des maux des sociétés individualistes. En France, il souligne le rôle particulier joué par Lacan et son « ordre symbolique ». Le personnage de Narcisse devient représentatif d'une vision morale et politique de l'individualisme, ainsi qu'une méthode pour combiner psychanalyse et sociologie. C'est cette vision et cette méthode qu'Ehrenberg met à l'épreuve. En effet ces deux approches se proposent de résoudre, chacune pour elle, bien qu'en empruntant à l'autre, le problème des relations entre symptômes, personnalité et normes sociales. Leur critique est conservatrice, qu'elle se veuille optimiste ou pessimiste, car elle se propose de dénoncer un double mouvement de désinstitutionnalisation des rapports sociaux et de psychologisation. Ehrenberg rejette cette analyse conservatrice en mettant le doigt sur les limites respectives de la psychanalyse, qui se pare régulièrement de prétentions sociologiques, et des sciences, comme la sociologie ou la philosophie, qui emploient des concepts psychanalytiques (Ehrenberg 2010, p. 31).

La démarche exposée dans l'ouvrage se veut comparative. Il s'agit de profiter des différences qu'offrent les individualismes américain et français, qui ont des conceptions contrastées de l'autonomie. L'enjeu pour lui est d'aborder autrement le mythe de l'affaiblissement du lien social. L'auteur utilise ses sources comme autant de « récits » mettant en scène une inquiétude propre

aux sociétés démocratiques et permettant de mettre en lumière le contraste de ces deux variantes de l'individualisme. Au niveau sociologique, l'intérêt n'est pas la mise en évidence d'une vérité, mais plutôt l'analyse des succès et insuccès de ces récits. Au niveau épistémologique, Ehrenberg critique ces descriptions individualistes « qui restent prisonnières d'une psychologie collective qu'elles reproduisent au lieu de la mettre à distance » (Ehrenberg 2010, p. 25). Et pour l'auteur, la question posée par les pathologies narcissiques appartient aux sujets qui fâchent : l'individualisme est-il un poison qui tue l'individu et la société ? Ehrenberg cherche dans ce livre à montrer que la croyance dans une montée de l'individualisme qui engendre un affaiblissement du lien social est un « trait *naturel* de la démocratie qui répond à des nécessités pratiques et non à un mal qui la détruit inexorablement. » (Ehrenberg 2010, p. 26). Il rejoint sur ce point l'analyse qu'Alexis de Tocqueville avait faite au 19^e siècle¹.

Autolimites.

Si, dans l'ensemble, les thèses d'Ehrenberg sont pertinentes et méritent toute notre attention, elles n'échappent pas entièrement aux écueils que ce type de démarche conceptuelle rencontre. Il est évidemment difficile de tenter une telle histoire de l'esprit des institutions démocratiques sans user de certaines généralisations et de raccourcis. Il serait à l'inverse facile de pointer le réductionnisme de certains aspects de la démonstration ou le caractère moins étayé de certaines propositions. Dans une entreprise d'une telle ambition, il serait étonnant de ne pas devoir forcer le trait par endroits pour montrer la cohérence de l'ensemble. Je me contenterai de faire quelques remarques touchant plus particulièrement au cœur de l'analyse d'Ehrenberg : le rôle de la psychothérapie et de la psychanalyse.

L'un des premiers problèmes surgissant est l'absence d'une discussion du concept d'autonomie, non seulement de manière générale, mais en particulier sa présence dans les théories psychanalytiques étudiées et dans la pratique qui s'en réclame. Car il ne nous est pas proposé uniquement une analyse des discours sur l'individualisme, puisque l'auteur démontre un réel intérêt à établir que l'inquiétude décrite est intrinsèque à la démocratie. L'auteur fait l'hypothèse que la psychothérapie d'orientation analytique joue un rôle dans l'instillation de cette peur, tout en cherchant à y répondre. On peut voir dans l'enquête d'Ehrenberg des différences majeures dans les objectifs que se donnent les thérapeutes américains par rapport à leurs homologues français. On peut interpréter le contraste ainsi : les premiers ressentent le besoin de guider les individus en cure à renforcer leur *self reliance* et une certaine autonomie, avec le projet de leur permettre une participation démocratique à la société, pour les seconds l'heure est plutôt à la dénonciation d'une

situation où les individus se trouvent contraints par un discours hétéronome astreignant chacune et chacun à la réalisation de soi par soi-même. Ces démarches ne situent et ne conçoivent pas les ressources de la même façon. L'individu américain posséderait des ressources qu'il ne parvient pas toujours à mobiliser et le rôle du thérapeute est de l'aider à les percevoir, tandis qu'en France, peu de capacité d'action étant concédée aux individus, l'injonction à l'autonomie deviendrait mensongère et tromperait les personnes en les chargeant d'une responsabilité qui ne leur reviendrait pas. La capacité d'action serait « à l'extérieur de l'individu », dans les institutions, souvent réduites à l'État. On voit que l'on retrouve ici une perspective individualiste, opposant l'individu à la société. Ehrenberg semble cependant accepter comme un fait l'idée que la démarche psychothérapeutique serait ce qu'elle dit d'elle-même, c'est-à-dire un programme démocratique.

L'intégration, critique ou non, des normes sociales dans les textes des psychanalystes américains et français est un constat non réfutable. La critique épistémologique de la généralisation sociologique des présupposés psychanalytiques, à la fois par les psychothérapeutes et par les sociologues est consistante et nécessaire. Ehrenberg prend beaucoup de temps pour décrire les différentes postures internes des sociétés psychanalytiques. Il ne précise cependant jamais le statut qu'il donne à ces débats, qui sont présentés comme non soumis aux influences externes, mais nécessaires selon lui pour faire le lit des discours catastrophistes sur la déliaison sociale. L'auteur affirme ainsi que

pour que Narcisse devienne un symbole de l'individualisme, il faudra d'abord que la psychanalyse lui donne une place de choix dans son panthéon psychopathologique (p. 68).

Or ce qui est réellement intéressant dans le travail d'Ehrenberg, c'est la mise en évidence de la peur que suscite l'autonomie et les dangers qu'elle pourrait représenter pour la démocratie. Utiliser les discours analytiques pour en rendre raison est selon lui l'un des moyens de mettre en scène cette inquiétude. L'hypothèse que la psychanalyse, ou du moins ses débats, est aussi une mise en scène de ces questions reste toutefois impensée.

Comme c'est le cas pour la psychanalyse elle-même, le passage de l'hypothèse à la pratique est un exercice difficile en sociologie. Ehrenberg ne donne pas d'éléments permettant de confirmer le rôle prépondérant qu'il attribue à la psychanalyse *dans la réalité*. Quand il met en évidence les discours conservateurs, voire anti-démocratiques, des sociologues et des psychanalystes, l'auteur propose une analyse tout à fait justifiée en les comprenant comme un trait de la

démocratie. Mais pour parvenir à la seconde conclusion qui fait de la santé mentale, et donc de l'*utilisation* de ces discours, le langage privilégié pour exprimer ses expériences de l'autonomie et les craintes ou problèmes qui lui sont attribués, il s'agirait encore de mieux établir *comment* la psychothérapie a remplacé la « jérémiade » américaine, si elle joue *effectivement* ce rôle et *pourquoi*. *Comment* et *pourquoi* la psychologie s'est retrouvée sollicitée et légitimée à devenir une autorité scientifique sur ces questions ? Et quelles sont les conséquences sur la valeur de l'autonomie ? Comment se fait-il que les difficultés amenées par la valorisation de l'autonomie soient traduites en psychopathologies par la psychanalyse ? Il serait adéquat de réfléchir à ce que cela nous dit de la psychanalyse et du statut des pathologies psychiques. Car rien ne vient corroborer ce que la théorie psychanalytique pense « faire » en pratique. De plus, la santé mentale, sa définition et ses pratiques, ne sauraient en rien se réduire à la psychologie du moi ou au lacanisme. Pour répondre à ces questions, il s'agirait d'entreprendre une autre démarche, plus empirique, qui s'intéresserait moins aux succès des théories qu'aux conditions matérielles structurant des rapports sociaux très inégalitaires dans ces sociétés qu'il est convenu de qualifier de « démocratie », et qui englobent bien sûr les rapports thérapeutiques.

Le philosophe et ses pauvres.

Contrairement à *La société du malaise*, le livre de Pierre-Henri Castel n'a pas de prétention sociologique et évacue d'ailleurs en grande partie la question des rapports sociaux. Appliqué à *L'esprit malade*, l'exercice critique se révèle donc fort déconcertant. Rassemblant des textes anciens et inédits (ces derniers représentant trois des huit essais), il est difficile de mettre en évidence une cohérence dans ce recueil, que cela soit au niveau formel ou dans les thèses soutenues par l'auteur. L'ouvrage se veut attractif en déclarant dans l'avant-propos que

Ce livre n'hésite pas à prendre à rebrousse-poil les grandes tendances qui dominent les recherches [...]. Je vise les approches dites « naturalistes » en psychiatrie [la psychopathologie cognitive en est le cas central, qui fonde les maladies mentales dans des dysfonctionnements du cerveau des individus] et les approches dites « constructionnistes » [qui se résument en pratique à une théorie du contrôle social via la médicalisation des troubles mentaux, y compris dans ce qu'ils ont de plus subjectif]. Comment ce livre entend s'extraire de ce faux débat, et pourquoi il le juge faux et égarant, c'est ce qu'on va découvrir (Castel 2009, p. 8-9).

Pierre-Henri Castel veut démontrer que le constructivisme social n'est pas la seule alternative à la naturalisation de l'esprit. On restera sur sa faim après lecture de l'ouvrage. Non seulement on ne

peut pas dire que l'on est très éclairé sur le processus à suivre pour dépasser ce débat, mais on ne saura jamais pourquoi il est « faux et égarant ». L'auteur fait certes preuve de certaines habiletés de langage, rappelant en cela un certain Michel Foucault, que Pierre-Henri Castel aborde de façon très critique par ailleurs. Son écriture complexifiée apparaît comme un reflet de sa posture théorique peu claire. Parvenir à trouver une prise consistante sur cet ouvrage fuyant, permettant l'illustration de mes critiques un peu abruptes, n'est pas aisé. En voici une tentative.

Armé de concepts wittgensteiniens, le propos de ce psychiatre-là,

Là où les psychiatres sont convaincus de ne manipuler que des notions définies par des procédures tatillonnes, quantitatives, ou qui ressortissent à l'objectivation psychologique du meilleur aloi, [...] vise à démontrer qu'on n'apprend quasiment rien sur ce dont ils parlent, mais énormément sur les biais divers, en général de nature sociale ou morale, que manifestent leur approche (Castel 2009, p. 9).

Effectivement, tout au long de ces pages l'auteur n'a de cesse de nous expliquer qu'il ne fait partie d'aucun parti. Le problème est qu'il ne le fait pas en se distinguant par des propositions inédites mais par une critique un peu gratuite des représentations qu'il croit être celles des groupes jugés, comme dans cet exemple.

Dans un autre registre, une grande confusion est engendrée par l'absence de discussion sur son besoin de ne pas choisir entre le naturalisme et ce qu'il nomme le constructivisme, et qu'il réduit le plus souvent à Foucault dans ses essais. Après une lecture attentive de ces chapitres, on peut bien établir quelques suggestions, mais de fait, Pierre-Henri Castel ne nous livre pas d'argumentation conséquente concernant la gêne qu'il ressent face au constructivisme. De plus, sa volonté de ne pas aborder explicitement la psychanalyse, quand on sait l'importance qu'elle conserve à ses yeux², surprend et interroge sur la conception de toute la démarche. L'auteur semble montrer une plus grande sympathie à l'égard des approches naturalistes, se sentant probablement le devoir de les défendre face à un lectorat qu'il imagine réticent au réductionnisme biologique, qu'envers les thèses qu'il qualifie de constructivistes. Cette situation est-elle la cause ou le résultat du choix des thèmes de ces essais ? L'auteur se propose ainsi de présenter les problèmes posés par les modèles animaux³ ou par la question d'une origine cérébrale du syndrome de Gilles de La Tourette. Mais l'approche de Castel reste difficile à cerner, voire contradictoire. Par exemple, avançant que les modèles animaux « entretiennent des rapports réellement éclairants avec la clinique mentale, parce qu'ils montrent l'impossibilité de lire directement le mental dans le neurobiologique, comme le neurobiologique dans le mental »

(Castel 2009, p. 67), il soutient par la suite que « les modèles animaux de la psychiatrie biologique nous mettraient sous les yeux la force déterminante de [...] mécanismes de base » et « empêcherai[en]t la spiritualisation rétroactive des bases de la maladie mentale ». La réflexion de Castel admet ainsi un certain déterminisme, que l'auteur ne semble pas souhaiter discuter, mais qu'il n'est en outre pas nécessaire d'adopter pour reconnaître une matérialité biologique à des manifestations cliniques.

Qu'est-ce que l'esprit ?

Tout l'enjeu se trouve dans le rapport entre vérité, réalité et nécessité de s'y référer ou non pour la santé mentale. Castel n'aborde pas ces questions de front. Sa défense d'une certaine science et ses agacements face à certaines postures faisant des maladies mentales des concepts très relatifs le poussent sur une pente positiviste. Et c'est le nœud du débat : « ce n'est pas parce qu'on ne peut avoir mieux que du "plus ou moins objectif" qu'on n'a aucune objectivité du tout, ni rien à préférer » (Castel 2009, p. 30). Ce trouble positionnement n'est cependant pas inédit chez un psychanalyste. L'idée que l'on peut, et que l'on doit, essayer d'objectiver ce que nous percevons, que cela est nécessaire à une thérapeutique « scientifique », est défendue par d'autres psychanalystes⁴, et notamment par le neuropsychiatre Freud en personne. Le fait que l'on peine à comprendre ce que représenterait un gradient d'objectivité en matière d'observation clinique devrait interpeller non seulement sur la réussite de la proposition mais surtout sur sa pertinence. Car le problème soulevé ne concerne pas la réussite plus ou moins achevée du processus d'objectivation, mais les valeurs épistémologiques du chercheur, qui, elles, définiront, non pas la probabilité de parvenir à une objectivation, mais le caractère *objectivable ou non* d'un sujet. Ainsi, avant de savoir comment l'on peut plus ou moins approcher de la « vérité », il faudrait que l'auteur clarifie son postulat. Il est compréhensible de refuser de tout réduire à un relativisme « tout constructiviste » mais on ne conçoit pas où s'arrête son positivisme « tout objectivable ». Cette obscurité du raisonnement rend son édifice discursif fort difficile à ressaisir.

En effet, pour comprendre le cheminement de Pierre-Henri Castel, il faut *croire* avec lui en l'existence des pathologies psychiques qui ne semblent pas avoir seulement des valeurs d'usage, contrairement au postulat de Wittgenstein qu'il cite : « le sens des concepts, c'est l'usage » (Castel 2009, p. 9). L'intérêt que peut présenter une discussion sur ce que pourrait être le trouble générateur de la psychose n'apparaît que si on estime que le terme psychose recouvre une entité « vraie », dont on ne peut peut-être pas définir les contours, malgré le « fait » que ceux-ci existent. Cette posture présente l'avantage de ne pas se poser trop de questions sur les normes

et le concept de pathologie, de pouvoir défendre les bénéfices à tirer de l'approche naturaliste pour la psychiatrie sans questionner la pratique psychiatrique d'attribution systématique d'un diagnostic et d'écrire sur l'esprit malade sans discuter une quelconque définition de l'esprit ou de la maladie.

Alors oui, l'apparente érudition et le vocabulaire prolixe de Pierre-Henri Castel peut séduire. Il est possible de se laisser porter par ses démonstrations verbeuses. Mais avec lui nous n'avons guère appris sur l'esprit malade, ni en terme de conceptualisation, ni en terme de ressources théoriques pour la pratique clinique. Quant au dépassement annoncé du naturalisme et du constructivisme, l'auteur semble plutôt s'arrimer sans le proclamer à un terrain qui ne diffère guère du positivisme, sans pour autant démontrer sérieusement pourquoi il faudrait abandonner la lecture constructiviste de la folie, sauf à jeter le bébé constructiviste avec l'eau du bain foucaldien.

Contre une santé mentale individualiste.

Pour aller dans le même sens qu'Ehrenberg et même plus loin, une pathologie mentale n'est rien d'autre qu'une pathologie de la relation. La question normative en matière de santé est récurrente, mais comme le dit Ehrenberg, elle n'est pas forcément digne d'intérêt. Car il faut admettre que la santé est un concept normatif, sans que cela constitue en soi un problème. Une société se réfèrera toujours à des normes. La manière dont elles se construisent reste notre préoccupation. Car, contrairement à la vision de Pierre-Henri Castel, il ne s'agit pas de décrire « comment toute institution, quelle qu'elle soit, contribue au contrôle des individus » (p. 30). Nous tomberions à nouveau dans le piège dont Norbert Elias, et Ehrenberg dans son sillage, essaient de nous sortir. Ne pas opposer l'individu à la société, les institutions à la vérité, c'est redonner une possibilité d'autonomie aux personnes, que ni l'approche qu'Ehrenberg qualifie d'« individualiste », ni l'approche naturaliste ne permettent. En effet la propriété déterministe que possède la recherche de l'objectivité nie la capacité d'action du sujet, tout comme l'idée que l'individu est opprimé par la société.

Ainsi la question de l'autonomie devient l'enjeu principal des débats de ces ouvrages. Que l'on cherche à montrer l'impasse dans laquelle nous conduit la sociologie individualiste pour analyser les processus en jeu dans une démocratie, ou que l'on veuille offrir une nouvelle façon d'aborder la maladie mentale, la démarche est — ou serait — fort enrichie par cette interrogation sur la place et la valeur de l'autonomie, concept fondamental pour penser la démocratie et les rapports de pouvoir.

Des savoirs peu démocratiques.

L'autonomie, sa valeur et ses représentations particulières se voient constituées dans et par les pratiques, notamment celles qui nous intéressent ici, à savoir les psychothérapies. Ce qui est rendu nécessaire par le travail d'Ehrenberg, c'est une critique de l'individualisme de certaines approches thérapeutiques, comme la psychanalyse. L'étude des conceptions des êtres humains qui sont façonnées par les thérapeutes et leurs théories est nécessaire pour rendre compte de l'autonomie qui nous est attribuée, théoriquement et pratiquement.

Au sujet des pratiques thérapeutiques et en particulier dans le domaine de la santé mentale, il est nécessaire de différencier le besoin d'établir la vérité et celui de rendre une thérapie efficace. Les psychothérapies, comme toutes les pratiques de santé, sont instituées, et sont ainsi forcément normatives même lorsqu'il s'agit d'institutions valorisant une démarche scientifique. Cette volonté de faire de la science n'est ni évidente ni nécessaire, comme le soulignent de nombreuses démarches historiques et anthropologiques sur les pratiques de soin. Les thérapies ne se fondent pas sur une vérité absolue et cela n'enlève rien à la discussion de leur *efficacité*. Les différentes approches du soin psychique ne véhiculent pas toujours les mêmes normes et donnent des rôles différents à l'autonomie. Rendre compte de ces différences ne serait pas sans intérêt.

Enfin, que la santé soit aujourd'hui le terrain d'expression des valeurs d'une société, surtout lorsqu'elles sont contrariées, ne doit pas nous surprendre. Dans une société d'individus se représentant comme autonomes, les bénéfices à appréhender un écart de la norme comme une maladie sont considérables. Et nous devons, au sens littéral, les considérer. Car cela n'est pas sans lien avec nos représentations des maladies. Quand ce n'est plus une punition de(s) dieu(x) mais un dysfonctionnement sur lequel nous croyons pouvoir trouver prise grâce à la science et qui nous arrive sans l'intervention de la responsabilité du sujet « atteint », comme un assaut extérieur contre lequel nous nous battons, son attribution à une pathologie est utile. La maladie fait sens et permet des rapports sociaux répondant aux exigences de nos institutions. Et faire cette analyse n'en constitue pas un jugement. Pour une démarche critique, parviendrons-nous à introduire un processus d'émancipation collectif de l'expertise scientifique qui conserve, malgré certaines tentatives, un fort pouvoir sur la définition de ce qui devient pathologie ou non ? Et permettre ainsi la démocratisation des savoirs psychique par l'exercice de l'autonomie ?

(A) Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob, 2010 (B) Pierre-Henri Castel, *L'esprit malade. Cerveaux, folies, individus*, Paris, Ithaque, 2009.